

Plaidoyer pour une réforme de notre système politique

Le pouvoir envisage des réformes politiques, et ce, à un moment où l'émeute et la manifestation deviennent une donnée incontournable du paysage politique. Il est vrai que l'Algérie ne saurait constituer une exception en la matière ; l'analyse de notre vie politique et constitutionnelle post-indépendance le révèle avec acuité.

Ainsi, la République algérienne démocratique et populaire (RADP) a connu autant de Constitutions que de présidents, tous illégitimes à mon sens. Tous ont essayé d'apprendre la coiffure sur nos têtes d'orphelins. Nos princes ont fait leur principe premier de ce proverbe maghrébin. Une donnée majeure et permanente : l'emprise du chef de l'Etat sur toutes les institutions, titulaire d'impressionnants pouvoirs, alors qu'il a été promis au pays un Etat sérieux et régi par une morale (proclamation du 19 juin 1965) ; en fait, nous avons eu droit à une triple dépendance, technologique, alimentaire et culturelle.

La Constitution et le président Ben Bella, civil appuyé par le FLN (alors parti unique) et la direction de l'Armée, a essayé le monocratisme partisan et l'auto-gestion pour quelques mois, sans lendemain. Il fut déposé par un coup de force, un certain 19 juin 1965, à raison du culte de la personnalité.

De la prétention à la légitimité du pouvoir à l'institutionnalisation d'un pouvoir central avec, comme bras séculier, l'Armée instrumentalisée et l'Administration hypertrophiée par la bureaucratie, de la stratégie de développement industrialiste à l'endettement excessif et la triple dépendance sus-évoquée ; il se caractérise à tout le moins par son autoritarisme.

La Constitution de 1963, plutôt qu'un texte supra-légal organisant les pouvoirs publics, reflétait davantage une volonté politique dont la philosophie d'angle fut l'autogestion. L'institutionnalisation du parti unique (monocratisme partisan) et la personnalisation du pouvoir ont eu raison du projet de société véhiculé par ce texte dont les dispositions essentielles furent arrêtées par le BP du FLN d'alors et confirmées par une conférence des cadres du parti, faisant ainsi un pied de nez à l'Assemblée nationale constituante pourtant titulaire de la mission d'élaboration de ce texte.

Constitutions sur mesure

Ensuite, à la faveur d'un coup d'Etat, il y eut Boumedienne, colonel à la tête d'un Conseil de la Révolution qui a tenté le socialisme spécifique ayant abouti à un capitalisme d'Etat périphérique. Une forme de bonapartisme militaro-bureaucratique qui a verrouillé tout droit à l'expression à l'opposition dont certaines têtes notoires, figures de proue du nationalisme algérien, furent retrouvées inertes sur leurs lits de sommeil à l'étranger. Au plan politique, des officiers supérieurs occupent (ont occupé) depuis des postes

importants : président de la République, ministres, walis, PDG de sociétés nationales... La même situation a été suscitée dans l'Égypte du temps de Nasser dont nous continuons de cultiver le complexe. Et dont nous avons eu à suivre en live le destin qui se joue encore sous nos yeux... Le texte fondamental de 1976 fait pourtant de l'armée «le bouclier de la révolution» et participant, à ce titre, «au développement du pays et à l'édification du socialisme».

Désormais, sa seule mission est donc la défense nationale. Elle ne manqua pas, toutefois, d'assurer à plusieurs reprises une mission de sauvegarde de l'ordre public, tâche classique dévolue 1988. Bendjedid, colonel successeur à la Présidence et candidat unique du FLN élu à plus de 99% des voix. C'était le temps où le ridicule ne tuait pas.

Ce primus inter pares a mis en place une forme de «multipartisme» ayant abouti in fine à un système de parti dominant et à un libéralisme débridé ayant contribué à la constitution de fortunes diverses (financière, immobilière et foncière). Nonobstant l'abolition de l'autorisation de sortie et l'importation des bananes, son règne se termina par une destitution présentée comme une démission en live. Parmi les points nouveaux, dans ladite loi, figurent la consécration du principe de la séparation des pouvoirs, d'une part, et l'absence de référence à l'option socialiste, d'autre part. Pour mémoire, la Constitution de 1976 organisait le pouvoir en six fonctions : politique, exécutive, législative, judiciaire, constituante et de contrôle. L'Algérie de 1989 devait s'acheminer vers une nouvelle logique politique : la construction d'un Etat qui reconnaît le caractère pluraliste de la société. En effet, l'article 40 de la Constitution 1989, en son alinéa 1^{er}, stipule que «le droit de créer des associations à caractère politique est reconnu» avec pour corollaire l'économie du marché en Algérie, s'inscrivant ainsi en faux par rapport à l'unanimité en vogue jusque-là et à l'économie dirigée par une technobureaucratie. En effet, l'article 1^{er} de la même Constitution ne fait plus référence au socialisme, quoique l'article 8 fait état de «la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme». L'Armée nationale populaire (ANP) n'est plus associée au projet de développement économique algérien. Elle se trouverait donc cantonnée, à la lettre constitutionnelle, à une mission de «sauvegarde de l'indépendance nationale» et de «défense de la souveraineté nationale».

Cette Constitution consacre un chapitre aux droits et libertés pour parler de «Droits de l'homme et du citoyen». De la même manière, l'article 53 prévoit la création d'un Conseil constitutionnel chargé de veiller au respect de la Constitution, tandis que l'article 129 stipule que «le pouvoir judiciaire est indépendant». S'agissant du président de la République — rééligible —, l'article 71 indique que «la durée du mandat présidentiel est de cinq ans». Toutefois, cette disposition constitutionnelle a fait l'impasse sur le nombre de mandats à assumer par celui-ci, d'une part, et du nombre des candidatures à la présidence de la République, d'autre part.

En effet, la logique de l'ouverture du système politique vers le multipartisme alors devait déboucher sur la résolution de ces deux questions. La pratique politique n'a pas suivi cette volonté affichée du constituant algérien. Il est à noter que l'article 85, en son alinéa 2, prévoit la possi-

bilité pour le chef du gouvernement d'être candidat à la présidence de la République, alors même que cette faculté n'est pas ouverte au président de l'Assemblée nationale (article 84, alinéa 7).

Ainsi, il apparaît bien que le président de la République est bien le centre du pouvoir, comme il le fut dans le cadre de la Constitution de 1976. Premier magistrat du pays, il nomme et démet le chef du gouvernement (article 111) qui est responsable devant lui (article 115) ; il légifère concurremment au Parlement par voie d'ordonnances pendant les périodes d'intersessions de l'Assemblée.

La confusion des pouvoirs était alors à son comble ; le président de la République est le secrétaire général du parti unique et ministre de la Défense nationale, où il lui est loisible de placer ses hommes aux postes de commande et, notamment, l'affectation de ses partisans aux postes importants de l'ANP (à la tête des Régions militaires) et la mise à la retraite de certains officiers gênants, le rattachement de la sécurité militaire à la Présidence et le remplacement au gouvernement des «politiques» par des technocrates lors de différents remaniements ministériels. Un véritable Etat d'exception. Sans rupture déterminante, la Constitution de 1995 a eu tout de même le mérite de consacrer sur le texte l'alternance au pouvoir par la limitation des mandats présidentiels (deux quinquennats suffisent). En ce sens, l'histoire devra gré au président Liamine Zeroual d'avoir tenté d'inscrire ce principe essentiel à la démocratie. La Constitution de 2008, tout en confirmant le président de la République dans ses impressionnants pouvoirs, a effacé d'un trait de plume ce principe.

Stratocratie et cercle des décideurs

La stratocratie semble être la définition qui convient le mieux pour qualifier le système politique algérien car dominé par l'armée et les «services» et, dans une moindre mesure, comme une oligarchie dès lors qu'on a affaire à un pouvoir politique fondé sur la prééminence de quelques personnes (le cercle des décideurs). Depuis 1999, force est d'observer que notre système politique a plus que jamais besoin d'être réaménagé. Cette réalité a toujours été occultée. Ainsi, après avoir laissé présager une vie politique sous-tendue par le multipartisme — certes insuffisamment structuré —, l'élection présidentielle (avril 1999) n'a pas permis de consacrer des traditions politiques durables inspirées de la démocratie en tant que nouveau concept soumis à l'épreuve des faits. L'on se rappelle qu'après une campagne électorale qui a vu plusieurs candidats se disputer la magistrature suprême du pays, quasiment tous se sont retirés de la compétition, estimant qu'elle était biaisée par le fait majeur que leur challenger était le candidat de l'armée (en tout cas, de la frange de sa direction, la plus influente dans la sphère des décisions de la chose politique). Ce que l'on pourrait appeler le syndrome du candidat unique.

En tout état de cause, le quinquennat de 1999 à 2004 a été, pour l'essentiel, consacré aux problèmes de la sécurité du pays ; suite à l'élection présidentielle d'avril 2004, le second mandat a vu une politique dite de la réconciliation nationale ; mandat au cours duquel le président a

Par Ammar Koroghli
* Avocat. Auteur algérien

annoncé des réformes économiques, ce qui n'a pas empêché l'apparition d'affaires politico-judiciaires : Bouricha, ex-wali de Blida, Khalifa, Banque commerciale et industrielle d'Algérie (BCIA), et tant de scandales financiers liés tantôt au secteur des hydrocarbures comme principale valeur du pays, tantôt au secteur de l'immobilier et du foncier...

Le Trésor public étant géré comme une tirelire personnelle, selon les caprices des princes du moment, il est souvent mis à contribution pour effacer en catimini l'ardoise. In fine, il est vrai que l'assassinat de Boudiaf a mis fin à une expérience politique dont beaucoup de citoyens attendaient un certain renouveau dans un climat de confiance réelle ; la société civile a sans doute perdu là une occasion de se structurer durablement face à toutes les dérives du pouvoir qui demeure plus que jamais jaloux de son autoritarisme constitutionnalisés.

Et pour cause, les principaux rouages de l'Etat (gouvernement, assemblée, armée, partis...) sont exclusivement aux mains de la gérontocratie, ce qui est suicidaire. Lacheraf a pu dire : «On s'obstine à relancer sur le marché politique les vieilles élites corrompues, usées et discréditées.» Une partie de cette dernière serait bien inspirée si elle faisait valoir son droit à la retraite, sans attendre son congédiement, signifié au demeurant par la jeunesse du pays depuis au moins octobre 88.

La ritournelle opposée, selon laquelle les jeunes n'auraient aucune expérience, est largement dépassée car, d'une part, cette même jeunesse (après dix à quinze années de pratique universitaire, administrative, judiciaire, politique, journalistique) s'est largement affranchie de cette critique utilisée comme ruse factice et, d'autre part, une partie du personnel politique n'a plus rien à dire ni à apporter à l'Algérie, si ce n'est en toute probabilité répondre de ses actes délictueux — voire criminels — ayant mené l'Algérie à des situations inextricables, tant au plan sécuritaire que politique.

Que faire ? Réformer d'urgence le système politique ?

Réformer pour mettre un terme au système politique dominé par l'institution de la présidence de la République et la direction de l'Armée — souvent son alliée principale — et une pensée unique imposée jusqu'au 5 octobre 1988, jusqu'au système actuel de parti dominant (conglomérat à plusieurs actionnaires politiques). Face à la quasi-absence de l'opposition sur la scène confirmant le déficit démocratique en Algérie, il faut avoir l'audace de s'engager dans la voie de la réforme du système politique pour redessiner le profil des institutions politiques algériennes et redéfinir les prérogatives de celles-ci, en vue d'asseoir un équilibre des pouvoirs ; ainsi, il y a lieu de mettre un terme à un exécutif inutilement bicéphale, d'autant qu'il est manifeste que de la Constitution de 1963 à celle de 2008, les prérogatives dévolues à la fonction présidentielle sont exorbitantes (les pouvoirs législatif et judiciaire étant des parents pauvres de la répartition du pouvoir d'Etat entre les principaux acteurs politiques, et surtout inféodées au chef de l'Exécutif).